

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20250404-14368-DE-1-1
Date de télétransmission : 09/04/2025
Date de réception préfecture : 09/04/2025

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND
Directeur général



Pas de Calais Habitat
4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 4 AVRIL 2025

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH,
Monsieur MELLICK, Madame ROSSIGNOL.

Excusés : Madame DUHEN qui a donné pouvoir à Monsieur LEROY.
Monsieur MALFAIT.

Convention de partenariat avec le Groupement de gendarmerie du Pas-de-Calais

Direction politique clients et solidarités
Rapporteur : Mme [REDACTED]

I- CONTEXTE

Une convention de partenariat visant essentiellement à prévenir les atteintes à la sécurité et à faciliter le travail d'enquête et d'information sur le patrimoine de Pas-de-Calais habitat a été signée entre l'Office et le Groupement de gendarmerie départementale du Pas-de-Calais en date du 19 avril 2016.

Cette convention a été renouvelée et a pris fin le 08 novembre 2024.

Par ailleurs, le 1^{er} septembre 2022, l'Office et le Groupement ont signé une convention visant à sensibiliser les collaborateurs de proximité à la gestion des conflits. Cette convention prend fin le 1^{er} septembre 2025.

Toutefois, l'Office et le Groupement ont souhaité mettre un terme à cette convention avant cette date du 1^{er} septembre afin de signer une nouvelle convention reprenant l'ensemble des partenariats.

II- PRINCIPES DE LA CONVENTION

Cette convention prévoit :

- un partenariat opérationnel entre les brigades de gendarmerie et les équipes de proximité de l'Office
- une sensibilisation des personnels de proximité à la gestion des conflits
- une sensibilisation auprès des locataires « seniors » portant sur les risques liés à internet, le démarchage à domicile, les escroqueries....

Ces actions seront menées au bénéfice des locataires et des collaborateurs de Pas-de-Calais habitat. Ces objectifs entrent dans la politique de l'Office centrée sur les besoins des locataires et enchâssée dans la réalité des territoires.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ autorisent le Directeur général à fixer définitivement, les clauses, charges et conditions de la convention de partenariat entre le Groupement de gendarmerie du Pas-de-Calais et à la signer

Décision adoptée à l'unanimité



CONVENTION DE PARTENARIAT

GROUPEMENT DE GENDARMERIE
DÉPARTEMENTALE DU PAS DE CALAIS,
PAS DE CALAIS HABITAT

Entre

Pas-de-Calais habitat, office public de l'habitat, établissement public à caractère industriel et commercial ayant son siège social 04 avenue des droits de l'Homme - 62000 ARRAS, représenté par monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur général, nommé à cette fonction par délibération du Conseil d'administration du 20 décembre 2019, désigné « Pas-de-Calais habitat »

Désigné « Pas-de-Calais habitat »
et

Le groupement de gendarmerie départementale du Pas-de-Calais situé à ARRAS, 1 avenue de l'hippodrome, quartier Baudimont, représenté par le Colonel [REDACTED], commandant le groupement de gendarmerie départementale du Pas-de-Calais,

Désigné « le groupement »

« Pas-de-Calais Habitat » et « le groupement » étant désignés collectivement les « parties ».

Il a est préalablement exposé ce qui suit :

Pour favoriser une meilleure coordination entre les services de gendarmerie et Pas-de-Calais habitat, notamment dans la prévention des atteintes à la sécurité des biens et des personnes, la direction de Pas-de-Calais habitat et le groupement de gendarmerie départementale ont souhaité renforcer leurs relations.

C'est ainsi que les parties ont conclu une première convention de partenariat signée le 19 avril 2016, renouvelée à plusieurs reprises, et dont la dernière s'est terminée le 8 novembre 2024.

Par ailleurs, par convention du 1^{er} septembre 2022, les parties ont initié un nouveau partenariat ayant pour objet la participation du groupement à des sessions de formation portant sur la gestion des conflits au profit du personnel de proximité de Pas-de-Calais habitat. Cette convention établie pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction, pour une durée totale de 3 ans, se termine le 1^{er} septembre 2025.

Toutefois, les parties ont convenu, d'un commun accord, d'y mettre fin avant son terme et ont décidé la signature d'une convention unique réunissant ainsi l'ensemble de leurs partenariats.

C'est dans ce contexte que les parties se fixent comme objectifs d'établir un partenariat stratégique et opérationnel visant :

- à prévenir les atteintes à la sécurité et à faciliter le travail d'enquête et d'intervention dans les immeubles et structures d'accueil de Pas-de-Calais habitat en cas d'agression, détérioration et vandalisme
- à lutter contre la fracture numérique via la sensibilisation aux risques de la cybercriminalité
- à aider les personnels de Pas-de-Calais habitat dans la gestion des conflits qu'ils peuvent rencontrer au quotidien avec les locataires.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit:

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Pas-de-Calais habitat et le groupement conviennent d'actions communes destinées à améliorer la prévention et la sécurité des personnes et des biens implantés dans leur zone de compétence, ainsi que la mise en oeuvre d'actions de sensibilisation et de coopération.

ARTICLE 2 : Engagements communs des parties

Article 2-1 : Actions de formation

Des sessions de formations ayant pour objet d'aider le personnel de Pas-de-Calais habitat dans la gestion des conflits seront assurées par le groupement.

Ces formations seront organisées en demi-journées suivant un calendrier mis en place conjointement entre le groupement de gendarmerie départementale et Pas-de-Calais habitat.

Les lieux et horaires de ces actions seront déterminés d'un commun accord entre le groupement de gendarmerie et Pas-de-Calais habitat. En fonction des impératifs opérationnels des chacune des parties, les dates et horaires pourront être modifiés.

Le lieu de réalisation des actions sera défini en fonction des capacités des parties de pouvoir fournir une salle de capacité suffisante.

Ces actions de formation ne doivent constituer aucun surcoût de fonctionnement pour la gendarmerie nationale et ne feront l'objet d'aucune facturation.

Article 2-2 : Actions de sensibilisation

Afin de lutter contre la fracture numérique, d'aider aux démarches dématérialisées et de sensibiliser les locataires et les collaborateurs de Pas-de-Calais habitat sur les risques liés aux nouvelles technologies ainsi que sur l'ensemble des activités illicites effectuées par l'intermédiaire d'internet, le groupement coordonnera des actions de formation et d'utilisation des outils numériques.

Article 2-3 : Action de coopération

Pour améliorer la cohésion sociale et renforcer la conscience civique, des actions de coopération locale avec des locataires, des représentants de locataires, ou associations de quartier pourront être mises en place afin d'améliorer la qualité de vie et d'agir sur le sentiment d'insécurité des résidents.

Il pourra s'agir, par exemple, d'interventions communes lors de rencontres à l'initiative de Pas-de-Calais habitat sous la forme de café conversation, différentes thématiques pouvant être envisagées : sécurité routière, danger d'internet, alcoolisation, parentalité...

Dans le cadre de la prévention de la délinquance, Pas-de-Calais habitat pourra être associé aux actions mises en place par le groupement de gendarmerie à destination du public telle que la campagne nationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

Article 2-4 : intervention du référent sureté

Le référent sureté pourra intervenir en accompagnement de Pas-de-Calais habitat pour la réalisation de diagnostics de prévention.

Pour toute intervention le concernant, une sollicitation du service de tranquillité résidentielle sera adressée via la voie hiérarchique à l'officier adjoint au commandant de groupement chargé de la prévention et du partenariat (OAPP), responsable du dispositif au sein du groupement.

ARTICLE3 : Coordonnées- échanges entre les parties

Le groupement et Pas-de-Calais habitat mettront en place un partenariat interactif sur leur zone de compétence en vue d'améliorer leur connaissance mutuelle. Des relations locales seront facilitées au niveau des responsables territoriaux et des commandants de brigades territoriales afin de développer des synergies à tous les échelons.

Pas-de-Calais habitat s'engage à favoriser l'information de la gendarmerie et à fournir les coordonnées téléphoniques des directeurs de territoires, des responsables de centre d'exploitation ou responsables d'agence et des services à la proximité au centre des opérations et du renseignement de la gendarmerie du Pas-de-Calais (CORG 62) .

Le groupement enregistre le numéro de téléphone de ces responsables dans la base de données de sécurité publique (BDSP) conformément aux dispositions prévues aux articles R236-31 à R236-37 du code de la sécurité intérieure. Toute modification de numérotation est signalée au chef de quart du centre opérationnel et de renseignement de la gendarmerie.

Parallèlement, le groupement transmettra les coordonnées téléphoniques des commandants de brigades aux responsables de Pas-de-Calais habitat aux fins de faciliter le travail de proximité de manière efficace.

ARTICLE 4 : Suivi de la convention

Les commandants de brigades territoriales et le service de tranquillité résidentielle de Pas-de-Calais habitat organiseront une réunion de coordination annuelle qui fera l'objet d'un compte rendu à leurs autorités respectives.

La première réunion se fera en plénière sous la direction de Pas-de-Calais habitat avec les parties à la présente convention.

ARTICLE 5 : Accès au patrimoine de Pas-de-Calais habitat

Dans le cadre d'une enquête judiciaire, Pas-de-Calais habitat s'engage à faciliter l'accès à ses immeubles sécurisés et à fournir tous les dispositifs d'ouverture (clés, badges, numéro de digicode, etc) aux forces de l'ordre et aux enquêteurs saisis.

ARTICLE 6 : Durée de la convention - Résiliation

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature. Elle est établie pour une durée d'un an, et sera renouvelable par tacite reconduction par période d'un an à sa date anniversaire, pour une durée maximale de trois ans à moins qu'une des parties dénonce ladite convention dans les trois mois qui précèdent son terme par courrier recommandé avec accusé réception. En tout état de cause, au terme des trois ans, les parties à la présente convention se réuniront afin d'échanger et de décider des suites à donner à ce partenariat.

ARTICLE 7 : Confidentialité

Tant pendant la durée de cette convention qu'après son expiration pour quelque cause que ce soit, les parties garderont strictement confidentiels les renseignements échangés dans le cadre de cette convention.

Les parties soumettront la même obligation de confidentialité à leurs personnels.

De cette manière, chacune des parties répond aux obligations liées au règlement général de la protection des données.

De façon générale, les Parties s'engagent à coopérer afin de garantir le respect des dispositions légales et réglementaires relatives à la protection des données pour être en conformité avec les dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et, à compter du 25 mai 2018, avec les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel.

Les parties reconnaissent que tout manquement aux obligations de sécurité et de confidentialité est de nature à entraîner la fin immédiate de leurs relations sans indemnité.

ARTICLE 8 : Code de conduite

Les Parties déclarent avoir pris connaissance de leur code de conduite respectifs adopté en application de l'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.

En conséquence, les Parties s'engagent :

- à se conformer auxdits codes de conduite ;
- à s'abstenir de toute incitation qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par lesdits codes ;
- à prendre toutes les mesures raisonnables pour s'assurer que leurs propres salariés, agents, prestataires ou autres tiers soumis à leurs contrôles ou à leurs influences déterminante amenés à entretenir des liens avec elles pour l'exécution de la présente convention, se conforment aux dispositions desdits codes et s'abstiennent de toute incitation qui aurait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues.

ARTICLE 9 : Election de domicile

Les parties élisent domicile respectivement au sein de leur siège sus indiqué.

ARTICLE 10 : Règlement des litiges

Les parties s'efforcent de résoudre à l'amiable les contestations qui peuvent survenir de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la Convention.

En cas de désaccord persistant, le litige est porté devant les juridictions compétentes.

Fait en deux exemplaires

A Arras le,

Pour le groupement de gendarmerie départementale
du Pas-de-Calais
le Colonel [REDACTED],
commandant le groupement

Pour Pas-de-Calais habitat,
monsieur Bruno Fontalirand
Directeur général